

AUDIT FINANCIER ET FISCAL DE LA COMMUNE

COMMUNE DE SAINT-JULIEN EN GENEVOIS

Le 4 février 2015

**Jean-Pierre COBLENTZ
Adel KARMOUS**

**STRATORIAL FINANCES
www.stratorial-finances.fr**

Tour GAMMA A – 193 rue de Bercy
75012 PARIS
Tél. : 01 42 60 15 18 - Fax : 01 42 60 15 73

58 cours Becquart Castelbon
BP 346 • 38509 VOIRON cedex
Tél. : 04 76 06 10 00 - Fax : 04 76 06 33 76

SOMMAIRE

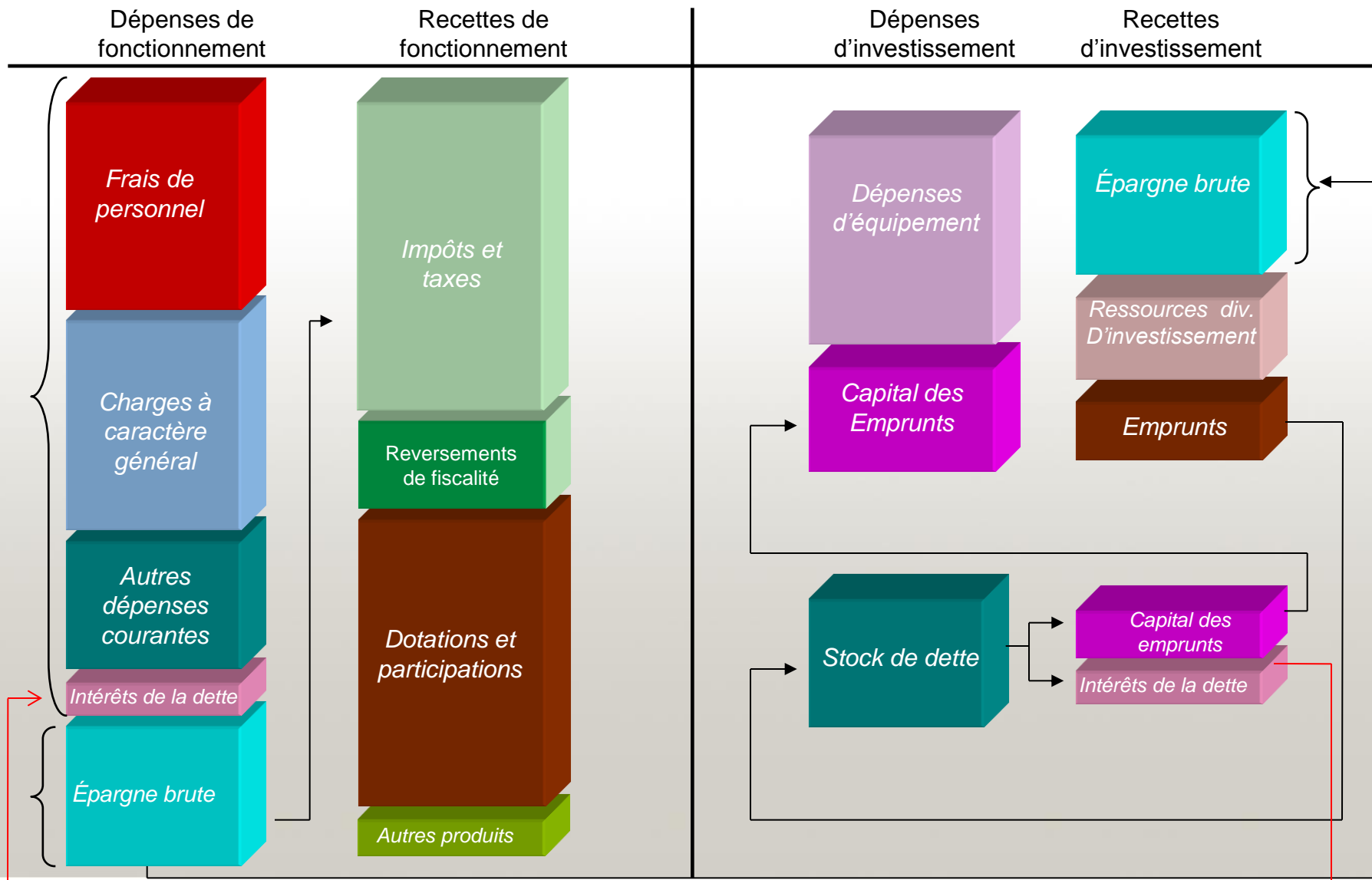
I.	Contexte et objet de l'étude	Page 3
II.	Analyse financière rétrospective	Page 7
III.	Résultats de l'analyse prospective	Page 19

I. CONTEXTE ET OBJET DE LA MISSION

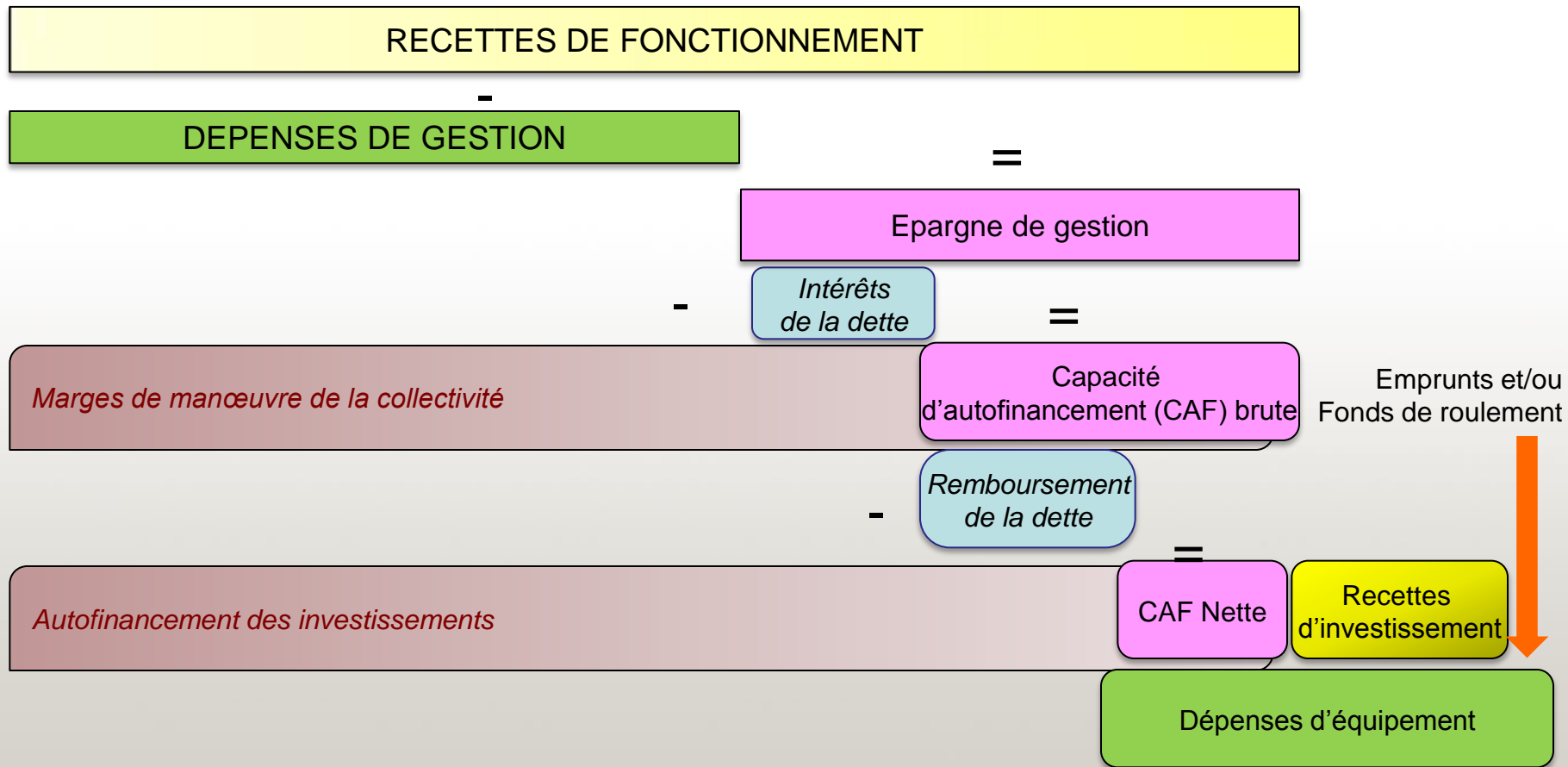
ENJEUX ET CONTEXTE DE LA MISSION

- La commune de Saint-Julien-en-Genevois regroupe 12 236 habitants au sens de l'INSEE et 12 523 au sens de la DGF. Elle fait partie de la CC du Genevois, dotée du régime de la fiscalité professionnelle unique depuis le 1^{er} janvier 2014.
- Afin de définir les orientations stratégiques du nouveau mandat, les élus souhaitent disposer d'un audit financier faisant ressortir des préconisations pour le mandat à intervenir. Celui-ci devra répondre à deux objectifs cumulatifs :
 - Disposer d'un état des lieux financier,
 - Etablir une prospective financière adaptée aux orientations stratégiques.
- Par ailleurs, la nouvelle mandature qui débute marque une rupture avec les précédentes. Elle sera, en effet, placée sous l'ère de la réduction des marges de manœuvre financières des collectivités en raison :
 - D'une part de la **forte réduction des concours financiers de l'Etat** (baisse de 11 milliards d'euros sur un total de 60 milliards en 2013, dont 41 milliards pour la dotation globale de fonctionnement). A cela, il faut rappeler que le prélèvement au fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) continuera sa montée en charge jusqu'en 2016.
 - D'autre part des **transferts accrus de l'Etat** (réforme des rythmes scolaires, normes sur les équipements publics, etc.).

LA DYNAMIQUE FINANCIERE LOCALE



SCHEMA SIMPLIFIE DE L'EPARGNE



- L'épargne de gestion correspond à l'autofinancement dégagé sur le fonctionnement structurel de la Ville.
- Après prise en compte des intérêts de la dette, liés au financement des investissements, reste l'épargne dite brute, soit le solde entre les recettes et les dépenses de la section de fonctionnement.
- L'épargne brute ou CAF brute est affectée prioritairement au remboursement de la dette.
- Il reste ensuite ce que l'on appelle l'épargne nette ou CAF nette : c'est le surplus des recettes de fonctionnement qui participe au financement des dépenses d'équipements.

II. ANALYSE FINANCIERE RETROSPECTIVE 2008-2014

QUELLE EVOLUTION DES DIFFERENTS POSTES DE CHARGES?

EVOLUTION DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT

Total des charges de fonctionnement								
en k€	Δ moy	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Charges à caractère général		3 789	3 989	4 100	4 288	4 932	5 014	5 685
<i>Evolution</i>	7,0%		5,27%	2,77%	4,59%	15,03%	1,67%	13,38%
Charges de personnel nettes des remboursements		5 304	5 691	5 828	5 879	6 412	7 256	7 858
<i>Evolution</i>	6,7%		7,29%	2,41%	0,87%	9,08%	13,16%	8,30%
Autres charges de gestion courante		1 127	1 215	1 364	1 343	1 381	1 417	1 432
<i>Evolution</i>	4,0%		7,72%	12,28%	-1,49%	2,80%	2,61%	1,08%
Péréquation horizontale		0	0	0	0	18	80	169
<i>Evolution</i>	n/a		n/a	n/a	n/a	n/a	345,38%	111,05%
FNGIR		0	0	0	653	672	675	675
<i>Evolution</i>	n/a		n/a	n/a	n/a	2,85%	0,48%	0,00%
Charges d'intérêts		689	489	432	432	423	555	605
<i>Evolution</i>	-2,1%		-29,04%	-11,52%	-0,17%	-2,00%	31,28%	8,95%
Autres charges		103	169	111	185	197	122	96
<i>Evolution</i>	-1,1%		64,60%	-34,53%	67,13%	6,35%	-38,02%	-21,27%
Charges de fonctionnement		11 013	11 553	11 835	12 780	14 035	15 120	16 520
<i>Evolution</i>	7,0%		4,9%	2,4%	8,0%	9,8%	7,7%	9,3%

- Les charges de fonctionnement évoluent de +7% par an en moyenne sur la période.
- Cette augmentation est expliquée à hauteur de 46% par une croissance de +2 554k€ des charges de personnel et à hauteur de 34% par l'évolution des charges à caractère général qui augmentent de +7% par an en moyenne sur la période.

QUELLE EVOLUTION DES DIFFERENTS POSTES DE PRODUITS ?

EVOLUTION DES PRODUITS DE FONCTIONNEMENT

Total des produits de fonctionnement								
en k€	Δmoy	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Contributions directes	3,3%	4 168	4 624	4 578	5 700	6 011	6 359	5 076
Evolution	n/a	0	0	0	0	0	0	1 978
Reversements de fiscalité	n/a	0	0	0	0	0	0	1 978
Evolution	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a
Autres recettes fiscales	0,7%	2 302	2 125	2 552	2 702	2 803	2 830	2 396
Evolution	0,7%	-7,66%	20,09%	5,86%	3,72%	0,97%	-15,35%	
FNGIR/DCRTP	n/a	0	0	0	0	1	0	0
Evolution	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a
Dotations et versements de l'Etat	-2,3%	1 987	2 073	2 134	2 079	2 056	2 054	1 728
Evolution	-2,3%	4,34%	2,96%	-2,57%	-1,11%	-0,12%	-15,85%	
Subventions et participations des partenaires	11,5%	2 707	2 902	3 955	4 319	4 436	4 739	5 195
Evolution	11,5%	7,20%	36,28%	9,20%	2,71%	6,82%	9,62%	
Produit des services, du domaine et ventes diverses	-2,1%	1 806	1 574	1 399	1 295	1 535	1 523	1 588
Evolution	-2,1%	-12,83%	-11,13%	-7,46%	18,58%	-0,82%	4,27%	
Autres produits	20,4%	287	367	1 526	485	858	742	875
Evolution	20,4%	27,77%	316,23%	-68,21%	76,84%	-13,53%	17,94%	
Total des produits de fonctionnement	6,0%	13 256	13 666	16 145	16 581	17 701	18 246	18 835
Evolution	6,0%	3%	18%	3%	7%	3%	3%	

- Les produits de fonctionnement progressent en moyenne de 6,0% par an sur la période.
- Cette évolution s'explique principalement par la progression des subventions et participations de l'Etat à hauteur de 69%, des contributions directes à hauteur de 25% et des autres recettes expliquant 16%.
- La part des produits de fonctionnement pour lesquelles la commune n'a pas de marges de manœuvre s'établit à 47,5% en 2014.

EVOLUTION DES SOLDES D'EPARGNE

EVOLUTION DES SOLDES D'EPARGNE

EVOLUTION DES SOLDES D'EPARGNE								
en k€	Δmoy	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Epargne de gestion		2 932	2 648	4 743	4 233	4 089	3 682	2 920
<i>Evolution</i>	-0,1%		-9,71%	79,15%	-10,76%	-3,39%	-9,95%	-20,70%
Charges d'intérêts		689	489	432	432	423	555	605
<i>Evolution</i>	-2,1%		-29,04%	-11,52%	-0,17%	-2,00%	31,28%	8,95%
Epargne brute		2 244	2 159	4 311	3 801	3 666	3 127	2 315
<i>Evolution</i>	0,5%		-3,77%	99,67%	-11,83%	-3,55%	-14,71%	-25,97%
Remboursement du capital		573	856	797	829	862	1 019	1 185
<i>Evolution</i>	12,9%		49,41%	-6,80%	3,98%	3,99%	18,12%	16,30%
Epargne nette		1 671	1 303	3 513	2 972	2 804	2 108	1 130
<i>Evolution</i>	-6,3%		-22,0%	169,6%	-15,4%	-5,7%	-24,8%	-46,4%

- L'épargne de gestion diminue de -0,1% par an en moyenne sur la période en raison d'une croissance des charges de fonctionnement (+7%) supérieure à la croissance des produits de fonctionnement (+6%).
- L'épargne brute quant à elle, est marquée par une légère augmentation de +0,5% par an en moyenne sur la période en raison d'une diminution des charges d'intérêt de la dette (-2,1%).
- L'épargne nette se dégrade sur la période (-6,3% par an en moyenne) en raison d'une augmentation de +12,8% par an en moyenne du remboursement de capital. Elle s'élève à 1 130k€ en 2014.
- Le taux d'épargne brute s'établit à 12,3% en 2014.

L'INVESTISSEMENT ET SON FINANCEMENT

BESOIN DE FINANCEMENT								
en k€	Moyenne	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Dépenses d'investissement hors RK	6 309	6 984	3 358	3 787	4 192	8 426	10 507	6 907
Recettes d'investissement hors emprunts	2 548	2 165	1 641	2 582	2 146	1 280	2 015	6 005
Besoin de financement	3 761	4 819	1 717	1 205	2 046	7 147	8 491	902

COUVERTURE DU BESOIN DE FINANCEMENT PAR LA VARIATION DE LA DETTE								
Epargne Brute	3 089	2 244	2 159	4 311	3 801	3 666	3 127	2 315
Variation de la dette	954	3 227	644	-797	-829	1 138	2 481	815
Variation du fonds de roulement	282	652	1 087	2 308	926	-2 343	-2 883	2 228

COUVERTURE DU BESOIN DE FINANCEMENT PAR LA VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT								
Epargne nette	2 214	1 671	1 303	3 513	2 972	2 804	2 108	1 130
Emprunts nouveaux	1 829	3 800	1 500	0	0	2 000	3 500	2 000
Variation du fonds de roulement	282	652	1 087	2 308	926	-2 343	-2 883	2 228

Fonds de roulement	4 114	2 394	3 580	5 888	6 814	4 526	1 684	3 913
Encours de la dette au 31/12	14 220	13 816	14 137	13 159	12 321	13 450	15 922	16 737
Ratio de capacité de désendettement	5,0	6,2	6,5	3,1	3,2	3,7	5,1	7,2

- Le niveau moyen des dépenses d'équipement s'élève à 6 309k€ sur la période 2008-2014. Les recettes d'investissement couvrent ces dépenses d'investissement à hauteur de 40%. Il en résulte un besoin de financement moyen qui s'établit à 3 761k€.
- L'épargne brute dégagée en fonctionnement (3 089k€ en moyenne) permet de couvrir 82% de ce besoin de financement moyen.
- Ainsi, la commune a dû s'endetter d'environ 954k€ par an en moyenne et puiser dans sa trésorerie pour financer ses investissements.
- Fin 2014, le fonds de roulement s'établit à 3 913k€ et l'endettement s'élève à 16 737k€ soit une capacité de désendettement de 7,2 années.

ANALYSE FINANCIERE PROSPECTIVE 2015-2020

HYPOTHESES D'EVOLUTION

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

HYPOTHESES RETENUES POUR LA PROSPECTIVE		
	2014-2020	Remarques
Contributions directes	2,50%	
Autres recettes fiscales	2,00%	
Produit des services, du domaine et ventes diverses	2,00%	
DGF	Simulation	Diminution liée à la contribution au redressement des finances publiques et à l'écrêtement de la dotation forfaitaire
Autres dotations et versements de l'Etat	0%	
Subventions et participations des partenaires	0,00%	
FNGIR et DC RTP	0,00%	Maintien du niveau 2013, désormais définitif
Autres recettes	0,00%	
Charges à caractère général	2,5%	Selon les évolutions mises en évidence dans les études du Panier du Maire
Charges de personnel nettes des remboursements	2,5%	
Autres charges de gestion courante	2,5%	
Autres dépenses	1%	
Reversement de fiscalité	0,00%	
Ressources liées à la péréquation horizontale	Simulation	
FNGIR	0,00%	

FOCUS SUR LA DGF ET SUR LA REDUCTION DES CONCOURS FINANCIERS DE L'ETAT

LA MISE EN PLACE DU PACTE DE RESPONSABILITE ET DE CROISSANCE DANS UN CONTEXTE ECONOMIQUE DEGRADE

- Le PLPFP (projet de loi de programmation pluriannuelle des finances publiques) vient décliner le pacte de responsabilité et croissance en prévoyant la poursuite du redressement des comptes publics engagé par la loi de programmation des finances publiques 2012-2017 par une réduction des dépenses de 50 Mds €. L'objectif est de ramener le déficit public sous la barre des 3% en 2017 et d'atteindre en 2019 l'objectif de moyen terme (OMT), au sens du Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) au sein de l'Union économique et monétaire, soit un déficit structurel inférieur à 0,5 point de PIB.
- Pour ce faire, le PLPFP 2014 – 2019 retient un scénario macroéconomique et de croissance, jugé optimiste par le Haut Conseil des Finances publiques (Avis n° HCFP 2014-05)

Principales hypothèses du scénario macroéconomiques 2014 - 2019								
	2000-2007	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
PIB		0,3	0,4	1,0	1,7	1,9	2,0	2,0
Indice des prix à la consommation hors tabac		0,7	0,5	0,9	1,4	1,75	1,75	1,75

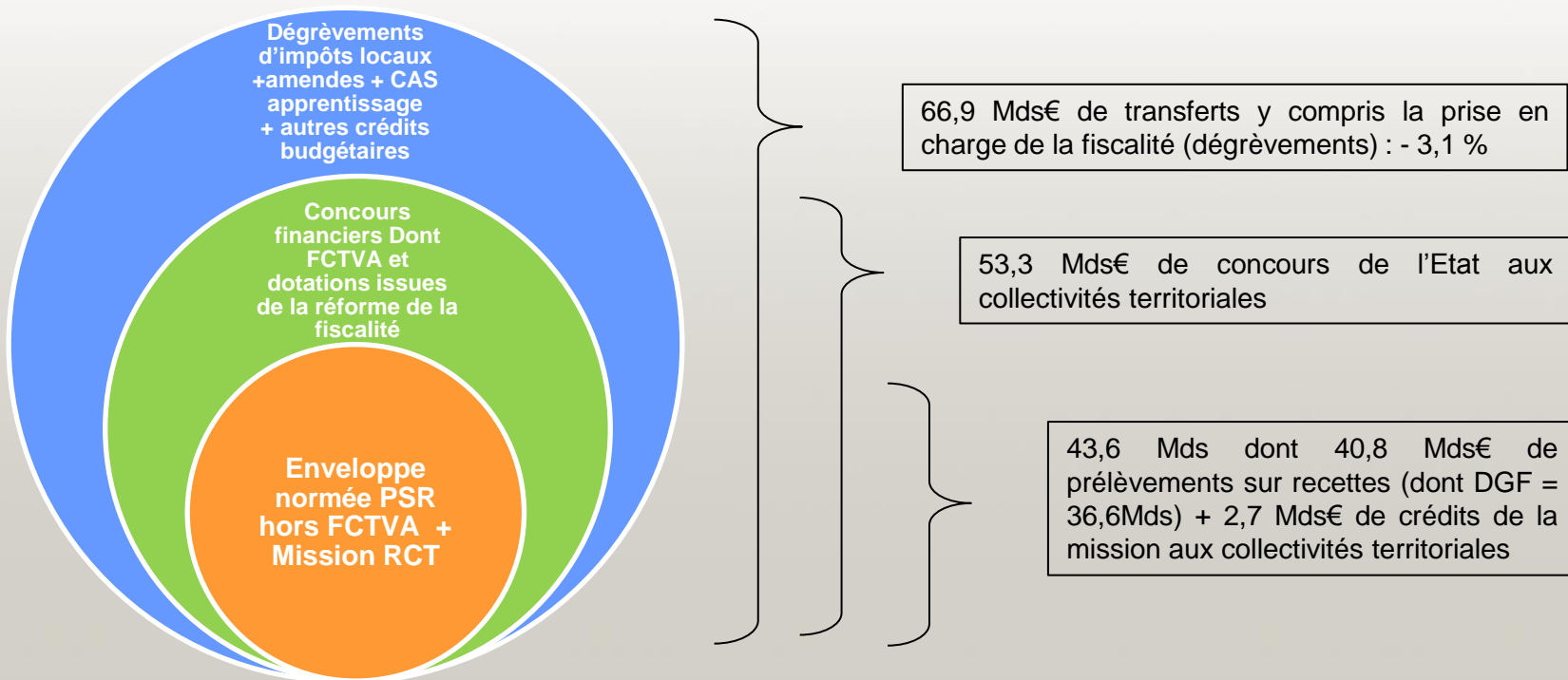
LA CONTRIBUTION A LA REDUCTION DES DEFICITS PUBLICS

2015 : 1^{ère} ANNEE D'APPLICATION DE L'EFFORT DE 11 Mds€

RAPPEL : EVOLUTION TRANSFERTS FINANCIERS DE L'ETAT AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES (en Mds €)

	LFI 2013	LFI 2014	PLF 2015
ENVELOPPE NORMEE DONT DGF, COMPENSATIONS D'EXONERATION.....	50,5	47,3	43,6
FCTVA ET DOTATIONS REFORME DE LA TP	9,5	9,6	9,7
TOTAL CONCOURS FINANCIERS DE L'ETAT	60	56,9	53,3
DEGREVEMENTS ET AUTRES	13,0	13,1	13,6
TRANSFERTS FINANCIERS DE L'ETAT HORS FISCALITE TRANSFEREE	73	70	66,9

REDUCTION DE 3,67 Md€ SUR L'ENVELOPPE NORMEE



QUELS IMPACTS DU PACTE DE RESPONSABILITE POUR LA PERIODE 2015-2017 ?

Après le prélèvement de 1,5Md€ institué par la Loi de finances pour 2012, la loi de programmation pluriannuelle des finances publiques 2014-2019 prévoit un prélèvement supplémentaire de 11Mds sur 3 ans (2015-2017), ce qui se traduira par une réduction des concours financiers de 3,67Mds€ par an.

Participation au rétablissement des comptes publics				
En Mds €	Rappel 2014	2015	2016	2017
Montant de la réduction de la DGF	-1,5	-5,17	-8,83	-12,50
Ecart annuel	-1,5	-3,67	-3,67	-3,66

La prise en charge par le bloc communal (communes + EPCI) en 2015 s'établira à 56% du total de 3,67 Mds€, soit 2,1Mds€, le solde étant assumé par les départements et les régions.

MODALITES DE REPARTITION DE L'EFFORT DE REDUCTION ENTRE LES TROIS CATEGORIES DE COLLECTIVITES

En 2015, la répartition de l'effort entre les trois catégories de collectivités (Bloc communal, départements et régions) s'effectue comme en 2014, au prorata de leur poids dans le total des recettes totales des collectivités territoriales.

Répartition de l'effort entre les catégories de collectivités territoriales		
Catégories de collectivités	En Md€	En % du total
Bloc communal	2,071	56,4%
Départements	1,148	31,3%
Régions	0,451	12,3%
Total	3,670	100,0%

La répartition au sein du bloc communal est prévue au prorata des parts respectives des communes et des EPCI à fiscalité propres dans le total des recettes réelles de fonctionnement du bloc communal. Ces parts ont été appréciées au titre de 2011 et ont fait l'objet d'un arrondi.

Répartition de l'effort au sein du bloc communal		
Répartition de l'effort	En Md€	En % du total
Communes	1,450	70,0%
EPCI	0,621	30,0%
Total	2,071	100,0%

Clé de répartition identique à celle de 2014

LA DOTATION FORFAITAIRE DES COMMUNES

EVOLUTION DE LA DOTATION FORFAITAIRE DE LA COMMUNE

Evolution de la dotation forfaitaire de la ville							
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Dotation forfaitaire	1 284 422	939 193	594 805	260 733	253 580	246 624	239 858
Ecart en €		-345 229	-344 388	-334 072	-7 153	-6 957	-6 766
Ecart cumulé en €		-345 229	-689 617	-1 023 689	-1 030 842	-1 037 798	-1 044 564

EVOLUTION DE LA DGF DE LA COMMUNE (Dotation forfaitaire + DSU)

Evolution de la DGF de la Ville de Saint-Julien-en-Genevois							
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
DGF Nette des contributions au redressement des FP	1 380 811	1 035 582	691 194	357 122	349 969	343 013	336 247

***EVOLUTION DU FPIC DE LA COMMUNE ENTRE
2014 ET 2020***

EVOLUTION DU FPIC ENTRE 2014 ET 2020 SELON LES MODALITES DE DROIT COMMUN

Evolution des impacts du FPIC sur le territoire							
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Enveloppe nationale (en millions d'euros - M€)	570,0	780,0	1 100,0	1 122,0	1 144,4	1 167,3	1 190,7
Reversment (en k€)	733,0	1 053,1	1 559,5	1 622,5	1 688,0	1 756,2	1 827,2
CC	733,0	1 053,1	1 559,5	1 622,5	1 688,0	1 756,2	1 827,2
Saint Julien en Genevois	168,7	242,4	358,9	373,4	388,5	404,2	420,5

A l'horizon de 2020, la contribution au titre du FPIC pour la commune s'établira à 420,5k€ soit un montant 2,5 fois plus élevé que la contribution de 2014 (168,7k€).

SCENARIO 2

Quelle marge de manœuvre la commune doit elle dégager pour assurer :

- Des soldes d'épargne positifs sur la période 2016-2020
- Un niveau d'investissement équivalent à celui de la période passée soit 6 300k€ par an en moyenne.
- Le maintien d'un fonds de roulement à hauteur de 1 500k€ à partir de 2016.

en k€	Δmoy ou moyenne	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Epargne de gestion	n/a	2 920	941	173	-490	-832	-1 181	-1 538
Dégagement de marges de manœuvre	n/a			3 900	3 978	4 058	4 139	4 221
Epargne de gestion avec marges de manœuvre	n/a	2 920	941	4 073	3 488	3 226	2 958	2 683
Charges d'intérêts	+3%	605	537	578	592	629	678	740
Epargne Brute	n/a	2 315	405	3 494	2 896	2 597	2 279	1 943
Remboursement du capital	+7%	1 185	1 046	1 182	1 258	1 410	1 592	1 806
Epargne Nette	n/a	1 130	-641	2 313	1 639	1 186	688	137
Dépenses d'investissement	6 387	6 907	6 300	6 300	6 300	6 300	6 300	6 300
Recettes d'investissement	3 045	6 005	2 551	2 551	2 551	2 551	2 551	2 551
Besoin de financement des investissements	3 342	902	3 749	3 749	3 749	3 749	3 749	3 749
Epargne brute	2 276	2 315	405	3 494	2 896	2 597	2 279	1 943
Variation de dette	1 040	815	931	254	852	1 152	1 469	1 806
Variation du fonds de roulement	-26	2 228	-2 413	0	0	0	0	0
Epargne nette	922	1 130	-641	2 313	1 639	1 186	688	137
Emprunts nouveaux	2 394	2 000	1 977	1 436	2 110	2 562	3 061	3 611
Variation du fonds de roulement	-26	2 228	-2 413	0	0	0	0	0
FdR au 31/12	1 844	3 913	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500
En-cours de dette au 31/12	17 704	16 737	15 718	15 972	16 825	17 977	19 446	21 252
Ratio de capacité de désendettement	11,8	7,2	38,8	4,6	5,8	6,9	8,5	10,9

- Afin de maintenir un niveau d'épargne soutenable, la commune de Saint Julien en Genevois devra dégager prêt de 3,9 M€ de marges de manœuvre de sa section de fonctionnement à compter de 2016.
- Un niveau d'investissement de 6 300k€ par an à compter de 2015 nécessite que la commune s'endette à hauteur de 1 040k€ en moyenne par an.
- L'encours de dette de la commune s'élève ainsi à 21 252k€ à l'horizon 2020.
- Le fonds de roulement reste ainsi maintenu à 1 500k€ entre 2016 et 2020. Néanmoins, la capacité de désendettement s'élève à 10,9 années en 2020 ce qui reste difficilement soutenable pour l'avenir de la commune.

SCENARIO 3

Quelle marge de manœuvre la commune doit elle dégager pour assurer :

- Des soldes d'épargne positifs sur la période 2016-2020
- Un niveau d'investissement diminué de 50% comparativement à l'investissement sur la période passée.
- Le maintien d'un fonds de roulement à hauteur de 1 500k€ à partir de 2016.

en k€	Δmoy ou moyenne	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Epargne de gestion	n/a	2 920	941	173	-490	-832	-1 181	-1 538
Dégagement de marges de manoeuvre	n/a			3 000	3 060	3 121	3 184	3 247
Epargne de gestion avec marges de manoeuvre	n/a	2 920	941	3 173	2 570	2 290	2 002	1 709
Charges d'intérêts	-3%	605	537	503	475	469	474	492
Epargne Brute	n/a	2 315	405	2 669	2 095	1 820	1 528	1 217
Remboursement du capital	+3,1%	1 185	1 046	1 088	1 103	1 188	1 295	1 426
Epargne Nette	n/a	1 130	-641	1 581	992	632	233	-209
Dépenses d'investissement	3 687	6 907	3 150	3 150	3 150	3 150	3 150	3 150
Recettes d'investissement	1 951	6 005	1 276	1 276	1 276	1 276	1 276	1 276
Besoin de financement des investissements	1 735	902	1 874	1 874	1 874	1 874	1 874	1 874
Epargne brute	1 721	2 315	405	2 669	2 095	1 820	1 528	1 217
Variation de dette	-12	815	-943	-795	-221	54	346	657
Variation du fonds de roulement	-26	2 228	-2 413	0	0	0	0	0
Epargne nette	531	1 130	-641	1 581	992	632	233	-209
Emprunts nouveaux	1 178	2 000	103	293	882	1 242	1 641	2 083
Variation du fonds de roulement	-26	2 228	-2 413	0	0	0	0	0
FdR au 31/12	1 845	3 913	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500
En-cours de dette au 31/12	13 779	16 737	13 844	13 049	12 828	12 882	13 228	13 885
Ratio de capacité de désendettement	11,4	7,2	34,2	4,9	6,1	7,1	8,7	11,4
Taux d'épargne brute	10,4%	12,3%	2,5%	16,5%	13,2%	11,4%	9,5%	7,6%

- Dans ce scénario, la commune doit dégager environ 3M€ par an à compter de 2016 en vue de maintenir les soldes d'épargne positifs. Il en résulte un niveau d'épargne brute de 1 217k€ à l'horizon 2020.
- Un niveau d'investissement de 3 154k€ par an à compter de 2016 engendrerait un encours de dette de la commune à hauteur de 15 242k€ en 2020 et un fonds de roulement à 1 500k€ chaque année.
- La capacité de désendettement de la commune est légèrement supérieure à celle du scénario2, elle atteint 11,4 années en 2020.